

Le 2 août dernier, Saddam Hussein est entré en guerre contre le Koweït. L'invasion et l'annexion de ce pays constituent de graves violations des principes les plus fondamentaux du droit international et de la morale. Nous sommes ici aujourd'hui afin de réaffirmer l'appui du Canada aux efforts des Nations Unies pour mettre fin à ces agissements.

Le 23 octobre dernier, la Chambre a approuvé l'envoi de militaires, de navires et d'avions des Forces armées canadiennes dans le golfe Persique pour participer à l'effort militaire multinational. Le 29 novembre, la Chambre a adopté une autre motion appuyant "les Nations Unies dans leurs efforts visant à assurer le respect de la résolution 660 et des résolutions subséquentes du Conseil de sécurité", notamment la résolution 678, coparrainée par le Canada et adoptée le même jour aux Nations Unies. La résolution 678 accorde à Saddam Hussein "une dernière chance" de se plier à la volonté de la communauté mondiale, telle qu'exprimée dans les résolutions successives de l'ONU. La "pause pour la paix" de 47 jours prévue dans cette résolution prend fin ce soir.

En ce moment-même, des efforts sont déployés aux Nations Unies à l'égard d'une proposition qui contient des éléments semblables aux idées que le Canada avait suggérées la semaine dernière par écrit au Secrétaire général des Nations Unies. On a donné et on continue de donner toutes les chances à la diplomatie. Après l'échec de la rencontre entre le Secrétaire d'État américain James Baker et le ministre irakien des Affaires étrangères Tarek Aziz la semaine dernière à Genève, le Secrétaire général de l'ONU, M. Javier Pérez de Cuellar, a effectué en fin de semaine une deuxième visite au Moyen-Orient dans le but de dénouer l'impasse. Une fois de plus, Saddam Hussein a rejeté de façon cavalière son exhortation à quitter le Koweït. M. Pérez de Cuellar a dit à la presse hier qu'il n'avait perçu "aucun motif réel d'entretenir quelque espoir". Il a rapporté que Saddam Hussein "n'avait jamais mentionné qu'il était prêt à se retirer du Koweït." Personne ne peut plus désormais douter du mépris qu'a Saddam Hussein pour l'opinion internationale, le droit international et la morale la plus élémentaire.

La résolution 678 autorise les États membres à employer tous les moyens nécessaires pour faire respecter et appliquer les résolutions de l'ONU ayant trait à cette crise et pour rétablir la paix et la sécurité internationales dans la région. La résolution 678, qui a été approuvée par la Chambre le 29 novembre, demande en outre à tous les États, y compris le Canada, d'apporter l'"appui voulu" à toutes les actions entreprises pour atteindre cet objectif. Il appartient à Saddam Hussein de choisir entre la paix et la guerre, comme ce fut le cas pendant les cinq derniers mois et demi, mais le temps commence à lui faire défaut.

Indépendamment de la façon dont ils ont voté le 29 novembre dernier, les députés des deux côtés de la Chambre espéraient alors que l'engagement des hostilités ne serait pas nécessaire. Mais nous comprenions alors tous très bien qu'il deviendrait peut-être nécessaire d'imposer à Saddam Hussein l'ultime sanction, le recours à la force militaire, s'il ne retirait pas ses forces du Koweït. L'ONU a menacé Saddam Hussein de recourir à la force afin de le convaincre de sa détermination à lui faire évacuer le Koweït. Ce n'était pas une menace gratuite.